



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-9-1/2025-9-15]

Edición quincenal,  
por Luc de l'Arbre

Lundi 1<sup>er</sup> septembre.

**Retour au calme à la RTNC/Haut-Katanga après une vive tension entre agents et directeur provincial.** Ces derniers ont accusé Christophe Lokangu de détournement d'une somme de 18 000 USD octroyée par le gouvernement provincial à titre de prime. L'intéressé a nié toute accusation de détournement, affirmant que l'argent était toujours logé à la banque. Il a expliqué avoir envisagé d'affecter une grande partie de ces fonds à l'achat d'outils de production, une décision à laquelle les agents se sont opposés. Christophe Lokangu a ajouté que la RTNC/Haut-Katanga fonctionne dans des conditions précaires, faute de matériel de production adéquat. Il a également précisé avoir remis à chaque agent la somme de 100 USD, frais bancaires inclus.

**Rentrée scolaire en RDC: «Le principal défi c'est la rémunération des fonctionnaires» selon J.Malukisa.** Jolino Malukisa est le directeur du pilier gouvernance à l'institut congolais de recherches Ebuteli. Il répond aux questions de Christophe Boisbouvier. **RFI : Jolino Malukisa, quel est le principal défi de cette rentrée scolaire ?** Le principal défi, c'est d'abord la rémunération des fonctionnaires. Il y a beaucoup de fonctionnaires qui ne sont pas encore payés jusqu'à présent. C'est donc un souci pour les préparatifs. Il y a aussi des enseignants qui revendiquent l'augmentation de leurs salaires. Ils ont pu négocier avec le gouvernement pour qu'il y ait une augmentation de 100 000 francs congolais, ce qui représente plus ou moins 35 dollars américains. C'est encore peu, parce que pour les enseignants, au minimum, ils devraient avoir au moins 500 dollars le mois. Alors, ça bloque aussi à ce niveau-là, dans la plupart des cas. **Depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi en 2019, l'école primaire est gratuite. Alors, de fait, est-ce que beaucoup d'enfants qui traînaient dans les rues vont aujourd'hui à l'école ?** Oui, tout à fait. La gratuité a eu un effet important, parce que beaucoup de parents qui n'étaient pas en mesure d'assurer la scolarité des enfants, ils ont trouvé vraiment une opportunité pour les envoyer à l'école. Alors, c'est un progrès qu'on doit mettre à l'actif de Félix Tshisekedi. Mais, attention, parce que c'est un progrès qui, en même temps, présente une très grande faiblesse parce que la qualité de l'enseignement laisse à désirer davantage. **Aujourd'hui, le nombre d'enfants a augmenté dans les classes ?** Le nombre d'enfants a spectaculairement augmenté et vous vous retrouvez avec un effectif qui a doublé. Vous avez des salles où vous pouvez vous retrouver avec 80 ou 90 élèves. C'est énorme pour un enseignant. **Alors, officiellement, l'école primaire est donc gratuite. Mais en réalité, un certain nombre d'écoles primaires publiques continuent d'imposer des frais d'inscription : jusqu'à 300 dollars par enfant, avant la rentrée. Comment cela s'explique-t-il ?** Oui, ça peut s'expliquer d'abord, pour les écoles où vous avez un effectif important, des enseignants non-payés par l'État. Donc, les parents comprennent que dans ces conditions-là, il faudra négocier avec l'école, essayer de donner quelque chose, sinon leurs enfants ne vont pas étudier. Donc, dans ce cas-là, ça peut justifier qu'il y ait encore aujourd'hui des écoles publiques de l'État qui continuent à percevoir des frais. **Depuis le début de l'année, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu sont contrôlés par les rebelles du M23 et leurs alliés rwandais. Alors est-ce que les écoles de ces deux provinces vont pouvoir ouvrir ce 1<sup>er</sup> septembre ?** Oui ! Selon les informations qu'on a recueillies, c'est possible qu'il y ait cette rentrée. D'ailleurs, les rebelles du M23 et de l'AFC, ils ont intérêt à démontrer que les secteurs sociaux fonctionnent bien.



D'ailleurs, quand ils avaient conquis ces territoires, ces villes, leur priorité était également de relancer le fonctionnement des services sociaux, des services publics. ***Mais, concrètement, qui paye les instituteurs des écoles primaires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ?***

Alors, d'abord, le M23 et ses alliés rwandais ont aussi des soucis sur le plan budgétaire. Donc, ils ne sont pas en mesure de satisfaire les fonctionnaires. Jusqu'à présent, c'est l'État congolais, y compris pour les enseignants, qui continue à les payer. Mais le plus grand souci, c'est lorsque les enseignants doivent disposer de liquidités, tout comme les autres fonctionnaires, parce que les banques sont coupées de Kinshasa. Kinshasa ne veut pas qu'il y ait des transactions avec les territoires sous contrôle des rebelles soutenus par le Rwanda. Par conséquent, donc, la situation devient un peu difficile. Alors, la crainte qu'on a aujourd'hui, c'est que même s'il y a rentrée scolaire, il n'y aura pas beaucoup d'enfants dans les écoles, étant donné que les parents n'ont pas pu réunir les moyens nécessaires pour acheter les uniformes, acheter les objets classiques dont les enfants ont besoin. ***Pour cette rentrée scolaire au Nord et au Sud Kivu, le M23 oblige les parents d'élèves à acheter pour 1 000 francs congolais un bulletin scolaire par enfant. Est-ce que ce n'est pas un impôt déguisé ?*** Absolument. C'est une pratique courante avec le M23. Même dans d'autres secteurs, même dans le secteur de l'assainissement, ils n'ont pas suffisamment de ressources. Ils imposent des taxes informelles, des impôts informels aux pauvres citoyens congolais, sans résoudre fondamentalement leurs problèmes. ***Depuis le début de la guerre dans l'Est de votre pays, il y a des centaines de milliers de Congolais qui vivent dans des camps de déplacés. Est-ce que leurs enfants sont scolarisés ?*** C'est un grand souci. Vous avez des déplacés, même dans des écoles. Et quand les déplacés arrivent dans ces écoles-là, ils vont détruire les bancs pour s'en servir comme bois de chauffage. Vous avez des déplacés qui ne peuvent pas du tout fréquenter les écoles. À Rutshuru, à Masisi, on a des situations assez sévères. Donc, c'est ainsi que beaucoup de Congolais souhaitent vraiment que les négociations puissent mieux fonctionner, mieux marcher à Washington et à Doha pour que la vie normale puisse vraiment retrouver son droit. (RFI)

**Plus de 29 millions d'élèves reprennent le chemin de l'école**, ce 1<sup>er</sup> septembre. Cette année est placée sous le signe de la continuité des réformes majeures : gratuité de l'enseignement primaire, renforcement de la qualité éducative, promotion de l'égalité des chances, intégration des technologies pour un apprentissage inclusif.

**Le Camp de la République soutient l'initiative de paix de la CENCO et de l'ECC.** Cet ancien vice-ministre de la Coopération internationale et président du parti Mouvement du peuple pour le progrès social (MPPS) estime que le Pacte social pour la paix est l'une de bonne voie susceptible de conduire le pays vers une paix durable.

**Mardi 2 septembre.**

**RDC: face à des négociations qui piétinent, les combats se durcissent entre Kinshasa et l'AFC/M23.** L'AFC/M23 accuse Kinshasa d'avoir attaqué ses positions. De leur côté, les Forces armées de la RDC accusent le mouvement rebelle d'avoir, par exemple, incendié plusieurs maisons le 28 août dernier dans le groupement de Ruberiki, en territoire de Masisi. Elles l'accusent aussi d'avoir arrêté et détenu illégalement plusieurs jeunes dont des mineurs, utilisés « tantôt comme pisteurs, tantôt comme boucliers humains », toujours à Walikale, dans le Nord-Kivu. Pour l'instant, aucune des deux parties n'a claqué la porte des négociations du processus de Doha, mais selon le coordinateur de l'Alliance fleuve Congo (AFC) Corneille Nangaa, le président congolais Félix Tshisekedi - renforcé en hommes et en matériel - chercherait plutôt l'épreuve de force. Il menace : « Tenez-le pour dit, il y aura une réponse appropriée, jusqu'à la neutralisation de la menace à la source ». Deux jours plus tôt, Félix Tshisekedi avait, lui aussi, tenu des propos qui font débat. Tout en saluant les processus de Doha et de Washington, il avait fustigé « ces Congolais qui se mettent à la solde des voisins qu'il faut combattre jusqu'à la dernière énergie », avant d'ajouter : « Dialogue oui, mais avec ceux qui veulent construire le pays et non avec ceux qui sont inféodés au diktat des pays voisins. » (RFI)

**Une dizaine de miliciens CRP et deux soldats FARDC tués lors d'une embuscade à Djugu.** Une embuscade tendue par des miliciens de la Convention pour la révolution populaire a visé une patrouille de combat des FARDC. Plusieurs soldats ont été blessés et évacués à l'hôpital de Tchomia. Après plus d'une heure de combats, les FARDC ont abattu une dizaine d'éléments de la CRP. L'armée affirme avoir utilisé un hélicoptère de combat pour démanteler le regroupement des miliciens dans les montagnes surplombant les localités de Ngbavi et Nyamamba, sur le littoral du lac Albert.

**Kivu DeeJays festival : une première édition pleine d'espoir.** La ville de Beni a clôturé en beauté, dimanche 1<sup>er</sup> septembre, la toute première édition du Kivu DeeJays festival, un événement culturel inédit qui a réuni pendant deux jours une vingtaine de jeunes talents venus de Kinshasa, Bukavu, Goma, Butembo et Beni. Sélectionneurs, programmeurs et joueurs de musique, communément appelés DJ, ont fait vibrer l'espace Beni Garden, transformé pour l'occasion en temple de la créativité et de la résilience. L'objectif : montrer que, malgré les défis sécuritaires, la vie culturelle continue et que l'espoir d'un retour à la paix dans l'Est du pays est bien vivant. Le Kivu DeeJays festival n'a pas seulement été une vitrine musicale. Il a incarné une volonté collective de résister par l'art, de rassembler la jeunesse et de réaffirmer l'identité culturelle congolaise dans une région souvent marquée par les conflits.



**Constant Mutamba condamné à 3 ans de travaux forcés.** Reconnu coupable de détournement de fonds alloués à la construction d'une prison à Kisangani, l'ancien ministre de la Justice a également été exclu de toute fonction publique, et sommé de restituer 19 millions USD détournés. Le ministère public avait requis dix ans de travaux forcés, ainsi que l'interdiction d'accès aux fonctions publiques et paraétatiques, la privation du droit de vote et d'éligibilité pour une période à déterminer après l'exécution de la peine. ***La défense de Mutamba juge excessive la peine complémentaire de 5 ans d'inéligibilité.*** Pour Paul Okito, l'un de ses avocats : « Ce n'est pas la peine principale qui me choque, mais la peine complémentaire. C'est incompréhensible pour quelqu'un qui n'a jamais été condamné. Il n'est ni récidiviste ni multirécidiviste. La Cour devrait analyser le comportement de l'individu dans son passé. Le Congo est enfoncé dans une justice d'amis, de réseaux, de copains. On ne peut pas développer un grand pays, comme la RDC, si le pouvoir judiciaire est malade. Nous, praticiens, constatons qu'elle est morte. Il faut la déclarer pour la refaire vivre ».

**RDC-Qatar : signature d'une lettre d'intention pour un investissement stratégique de 21 milliards USD.** Ce partenariat associe l'entreprise privée Al Mansour Holding, l'État du Qatar et le Gouvernement congolais. Il vise à dynamiser plusieurs secteurs clés du développement national : Agriculture, pêche et élevage, santé publique et industrie pharmaceutique, infrastructures et formation professionnelle, mines, hydrocarbures et raffinage, environnement et gestion des déchets, cybersécurité, finances et banques. « La RDC est une terre d'opportunités. Nous comptons exploiter ces opportunités pour le bien du Qatar et du peuple congolais », a affirmé Reda Jaber, représentant du Sheikh. Près de 8 mémorandums d'entente (MoU) sont en cours de finalisation entre les parties. Sheikh Mansour a exprimé sa volonté d'implanter rapidement son entreprise en RDC pour concrétiser ces engagements.

**La RVF lance le balisage des rivières Kwilu, Kwango et Kasai.** L'objectif : fluidifier la navigation et réduire les risques d'accidents sur ces axes fluviaux stratégiques. Cette opération couvre : 13 km sur la rivière Kwango, 329 km sur la rivière Kwilu jusqu'à Kikwit, 187 km sur le Kasai, de Kwamouth à la passe rocheuse de Kandolo. Selon le représentant du ministre des Transports, l'amélioration des infrastructures de transport constitue un axe stratégique pour favoriser la mobilité des personnes et des biens, développer le transport multimodal et améliorer l'accès aux voies de communication, condition essentielle au développement économique et social du pays. La Régie des voies fluviales avait déjà sécurisé 605 km sur la rivière Kasai 2024, et 1 734 km sur le fleuve Congo entre Kinshasa et Kisangani en février 2025.

**Mercredi 3 septembre.**

**5 800 familles déplacées reçoivent une assistance non alimentaire à Bunia** dans le cadre du projet Réponse rapide (UNIRR) mené par l'UNICEF. Cette aide, composée de produits essentiels tels que des ustensiles de cuisine, des pagnes, des couvertures, des nattes et d'autres articles de première nécessité, vise particulièrement à soutenir les femmes en âge de procréer et les jeunes adolescentes. La distribution a été assurée par l'ONG locale Programme de promotion de soins de santé primaire, (PPSSP), partenaire de l'UNICEF, avec une attention particulière portée à la santé et à l'hygiène : des kits d'hygiène intime ont été remis à plus de 4 800 adolescentes âgées de 11 à 18 ans, tandis qu'environ 1 300 femmes enceintes ont reçu des moustiquaires imprégnées pour lutter contre le paludisme. Trésor Muyumba, chargé de communication du PPSSP, souligne que cette assistance donne un nouvel espoir aux populations qui ont tout perdu dans les violences d'août dernier, dans une province régulièrement secouée par les conflits et les déplacements.

**L'amélioration de la sécurité à Lopa facilite le retour des déplacés et la relance des activités.** À Lopa, en territoire de Djugu (Ituri), les marchés ont rouvert, les parents inscrivent leurs enfants pour la nouvelle année scolaire, et les patrouilles militaires assurent une protection qui rassure les habitants pour accéder à leurs champs. À Mabanga, les creuseurs artisanaux d'or ont été autorisés à reprendre leur activité, mais le commerce reste faible. À Nizi, malgré la présence militaire, beaucoup hésitent à revenir en raison de la précarité économique. À Iga-Barrière, les activités commerciales restent réduites, pénalisant les conducteurs de taxi-moto. Une autorité coutumière locale souligne que la relance économique dépendra largement de la reprise des activités d'orpaillage, moteur essentiel pour la région.

**L'ex-président Joseph Kabila sort du silence après la réquisition de peine de mort contre lui.** « Je parle non pas par faiblesse ni par crainte pour mon destin personnel, mais par profonde inquiétude pour l'avenir de mon pays » : Joseph Kabila dénonce la levée de son immunité par le Sénat en mai, qu'il juge illégale et inconstitutionnelle. Il rejette les accusations de trahison, de crimes de guerre, de meurtre, de viol, de torture, de soutien à une insurrection armée et de complicité avec l'AFC/M23. Il affirme qu'aucune preuve tangible n'a été présentée pour étayer ces charges. Des accusations qu'il qualifie de « mensongères et politiquement motivées, orchestrées, selon lui, par un leadership désespéré d'échapper à ses propres responsabilités ». « Ce procès n'a rien à voir avec la justice », dit l'ancien président de RDC ce 2 septembre. Pour lui, l'objectif est clair : « Réduire l'opposition au silence, écarter un acteur politique



majeur de la scène nationale et surtout permettre au régime de régner sans partage et indéfiniment », avec en ligne de mire, selon lui, « une modification de la Constitution ». Mais Joseph Kabila ne parle pas seulement de son cas. Il élargit le propos : « Ces quatre dernières années, plusieurs dizaines d'officiers supérieurs de l'armée et de la police ont été arrêtés, détenus sans procès. » Joseph Kabila va plus loin encore. Il accuse directement la famille de Félix Tshisekedi et ses alliés politiques d'être impliqués dans le pillage des provinces minières du Katanga. Sur les processus de paix, l'ancien président reste sceptique. En dépit d'un accord récemment signé avec le Rwanda, dit-il, « le sang continue de couler ». Sa conviction, dit-il : « La réconciliation ne viendra ni d'accords partiels, ni de procès sélectifs. Elle exige un vrai dialogue, avec toutes les parties prenantes autour de la table. » « Pas question » répond Félix Tshisekedi. Trois jours plus tôt, il dénonçait encore « ces Congolais à la solde des voisins qu'il faut combattre jusqu'à la dernière énergie ». (RFI)

**Le coordonnateur du P-DDRCS satisfait des projets de réinsertion des ex-combattants en Ituri.** Parmi les initiatives visitées figure un projet soutenu par la Monusco à Tsere, près de Bunia, qui comprend notamment un élevage de vaches au profit d'une cinquantaine de démobilisés issus des groupes armés et des membres de la communauté locale. Le coordonnateur national du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation a également inspecté les travaux de réhabilitation de routes agricoles reliant plusieurs villages, réalisés conjointement par les ex-combattants et les habitants du secteur, dans le but de renforcer la cohabitation pacifique et la stabilité dans la région. La délégation a aussi visité le chantier d'un bureau de coopérative destiné aux ex-combattants, qui leur permettra de développer avec la communauté locale des activités génératrices de revenus.

**Le Gouvernement Suminwa soutient l'aboutissement de l'accord de Doha.** Pendant que les politiques parlent de paix à Doha, sur le terrain des opérations dans les Kivu, les combats s'intensifient entre les rebelles et l'armée congolaise qui qualifie les offensives de l'AFC/M23 de « violation flagrante des accords de paix de Washington et de la Déclaration de principes de Doha », qui visent à instaurer une paix durable dans l'Est du pays.

**Initiative de paix de Thabo Mbeki : plusieurs opposants « empêchés » de quitter la RDC.** « Sur ordre du régime Tshisekedi, le Gouvernement sud-africain m'a refusé le visa, m'empêchant ainsi de participer à la Conférence internationale sur la paix organisée par la Fondation Thabo Mbeki. Il est certes vrai que l'octroi d'un visa est un acte de souveraineté. Mais, le refuser à un opposant politique sur demande du Gouvernement de son pays, est une violation des droits humains », a dénoncé Jean-Marc Kabund. Mardi, l'opposant et député honoraire Jean-Claude Kibala disait avoir été empêché de voyager pour l'Afrique du Sud. La Direction générale de migration (DGM) a confisqué son passeport diplomatique, l'empêchant ainsi de quitter le territoire congolais pour assister à cet événement. Ce dialogue, visant à promouvoir des solutions africaines aux défis de paix et de sécurité sur le continent, se tient du 3 au 6 septembre en Afrique du Sud. Cependant, Kinshasa juge « inopportune » cette initiative.

**Visite de Jean-Pierre Lacroix en RDC.** Le Secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, séjourne depuis mercredi 3 septembre en RDC. Cette visite officielle vise à réaffirmer l'engagement constant des Nations unies en faveur des processus de paix en cours dans le pays. M. Lacroix entamera ses consultations à Kinshasa dès ce jeudi. La visite se poursuivra à Bunia, en proie à l'activisme des groupes armés.

**Jeudi le 4 septembre.**

**Afrique: menace sur les opérations de maintien de la paix en raison des coupes budgétaires américaines.** Aux USA, l'administration Trump critique sévèrement les opérations de maintien de la paix. Dans sa note au congrès, elle pointe les échecs des missions au Mali, en RDC et en République Centrafricaine. Elle mentionne les milliards de dollars dépensés, dénonce d'importants systèmes de corruption et fait état de gaspillage. Également de cas d'exploitation et d'abus sexuels en RDC et en Centrafrique. Donald Trump accuse aussi l'ONU d'utiliser l'argent dédié au maintien de la sécurité à d'autres fins. L'ONU fait face à une grave crise de liquidité, il lui manque 2,7 milliards pour financer les opérations de paix. Sous pression, l'organisation a prévu un plan de rigueur appelé ONU 80. Lequel prévoit le gel des embauches, une réduction des dépenses et la suspension de certaines activités. D'après une information du média Africa Intelligence, le retrait de 4 000 casques bleus de la mission Monusco en RDC est à l'étude, soit près d'un tiers des effectifs déployés en Centrafrique. États-Unis ont aussi refusé de financer, via l'ONU, la mission de l'Union africaine en Somalie, l'Aussom, mise en place pour lutter contre les terroristes al-Shabbab. L'opération est toujours à la recherche d'un plan de financement solide. (RFI)

**Le ministre de l'Agriculture lance à Beni une campagne pour booster la production et sécuriser les planteurs.** Cette visite s'inscrit dans le cadre de la campagne agricole pour la promotion des produits pérennes, mais aussi pour trouver des solutions aux problèmes techniques liés à l'exportation de certaines cultures stratégiques, notamment le cacao, le café et l'huile de palme. Le ministre a précisé que les producteurs de palmier à huile, de maïs, de haricot et de





riz bénéficieront de moyens mis à disposition par l'État pour amplifier la production dans la province. Cette campagne agricole vise à renforcer l'autosuffisance alimentaire et à réduire la dépendance aux importations. Le ministre a réaffirmé sa volonté de faire du Nord-Kivu un moteur de la production agricole nationale, malgré les défis sécuritaires et logistiques.

**Le Lycée Bosangani et le Collège Boboto dotés de 1000 bancs à Kinshasa.** Le Service national (SN) a remis, le 3 septembre, un total de 1 000 bancs à deux écoles conventionnées catholiques de Kinshasa : le Lycée Bosangani et le Collège Boboto, tous deux situés dans la commune de la Gombe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des promesses du chef de l'État visant à soutenir l'enseignement congolais.

**Une nouvelle flambée d'Ebola frappe la province du Kasai.** 28 cas suspects et 15 décès, dont quatre soignants, ont été signalés dans la province du Kasai. Pour l'instant, les localités de Bulape et de Mweka, dans le nord, sont les plus touchées par l'épidémie. C'est là que les premières victimes présentaient fièvre, vomissements, diarrhées et hémorragies. Des prélèvements analysés à l'Institut national de recherche biomédicale de Kinshasa, ont confirmé mercredi la présence de la souche la plus virulente du virus, dite « Zaïre », du nom de la RDC lorsqu'Ebola y a fait sa première apparition, dans les années 1970. La RDC dispose d'un stock de traitements et de 2.000 doses du vaccin Ervebo, efficace contre cette souche, qui seront transférées de Kinshasa vers le Kasai pour protéger les cas contacts et les soignants en première ligne. Mais la lutte sera complexe : le nombre de cas devrait encore augmenter. (ONU Info)

**Nord-Kivu : des chefs coutumiers désapprouvent les remplacements des autorités coutumières locales par les M23.** Dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, les chefs coutumiers déplacés par la guerre sont systématiquement remplacés par des figures proches du M23 ou par des usurpateurs en conflit avec les autorités légitimes. Certains ont été contraints de suivre des formations politico-militaires avant d'être écartés ou permutés. Par ailleurs, le M23 a transformé plusieurs entités coutumières en cités administratives, notamment Sake, Ngungu, Rubaya et Bweremana, modifiant ainsi la carte territoriale. À Nyiragongo, cinq chefs de groupements sur sept ont été remplacés. Des notables et acteurs locaux appellent le gouvernement à intervenir rapidement pour éviter une détérioration irréversible de la situation.

**Sept permis miniers sont concédés à l'Américain KoBold Metals,** la filiale créée par l'entreprise américaine pour ses activités en RDC. Les demandes avaient été introduites depuis fin juillet. Elles ont été officiellement validées à la fin du mois d'août. Avec ces sept permis, KoBold, qui revendique une expertise unique grâce à l'intelligence artificielle, va mener des travaux de surface et de profondeur pour vérifier la présence d'indices miniers. Les zones concernées se trouvent dans le territoire de Malemba-Nkulu, dans la province du Haut-Lomami, et dans le territoire de Manono, dans la province du Tanganyika. Autrement dit, en plein cœur des riches régions de l'espace Katanga. (RFI)

**La RDC adhère au Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe pour renforcer la crédibilité de son système financier.** Grâce à cette adhésion, la RDC va lutter efficacement contre les flux financiers illicites et se conformer aux normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FTP). Depuis plusieurs mois, le gouvernement s'active avec des réformes dans le but de sortir le pays de la liste grise du GAFI (Groupe d'action financière), parmi lesquelles la modernisation de son cadre juridique et institutionnel, le renforcement des capacités de la Cenaref, l'amélioration de la synergie entre les parties prenantes nationales impliquées dans la LBC/FTP. La RDC a été classée sur la liste grise du GAFI en octobre 2022. Depuis, 23 actions ont été arrêtées pour renforcer le dispositif congolais de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Parmi celles-ci, 13 sont déjà traitées (soit un taux de réalisation de 56,52 %), 8 sont partiellement traitées (34,78 %) et 2 ne sont pas encore traitées (8,7 %), a expliqué le secrétaire exécutif de la CENAREF lors d'une conférence de presse le premier juillet dernier. La persistance du pays sur cette liste peut amener à son inscription sur la liste noire, avec entre autres comme conséquences la réduction des investissements étrangers et de l'aide internationale ; les difficultés accrues pour lever des fonds sur les marchés financiers internationaux ; ainsi que le ralentissement de la croissance économique et du développement du pays. (Actualité.CD)

**Vendredi 5 septembre.**

**Un mort et des biens volés dans deux embuscades simultanées sur la RN 27 à Djugu.** La première embuscade s'est déroulée vers 11 h au village de Lindji. Trois véhicules de transport en commun, circulant entre Mahagi et Bunia, ont été la cible des assaillants. Ces derniers ont pillé tous les biens de valeur des passagers, y compris de grosses sommes d'argent. La seconde embuscade, survenue vers 13 h dans le village de Sanduku, a été menée par un groupe d'environ quarante hommes armés liés à la milice CRP. C'est lors de cette attaque qu'un opérateur économique, revenant du



village d'Ala où il avait vendu des haricots au marché de Fataki, a été abattu par balle. Après les attaques, les miliciens se sont retirés dans la brousse avant l'arrivée des Fardc, qui ont pu récupérer le corps de la victime pour le restituer à sa famille.

**535 cas de violations des droits humains recensés en juillet 2025 en RDC.** Ces chiffres représentent une hausse de 6% par rapport au mois de juin, qui avait enregistré 506 cas similaires. Au moins 87 % de ces violations ont été commises dans des zones affectées par des conflits armés. La province du Nord-Kivu arrive en tête avec 288 cas, suivie du Sud-Kivu avec 118 cas, et de l'Ituri avec 56 cas. La majorité des violations sont attribuées à des membres de groupes armés, notamment les rebelles de l'AFC/M23 (234 cas), les combattants Wazalendo (38 cas), les militaires des Fardc (70 cas), ainsi que des agents de la Police nationale congolaise (48 cas). Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme a également recensé 34 cas de violences sexuelles, touchant 69 femmes. Ces abus sont directement liés aux conflits armés en cours. Dans le cadre de la lutte contre l'impunité, l'organisation a par ailleurs noté 151 décisions judiciaires, ayant conduit à la condamnation de 20 militaires, trois agents de la police nationale et six civils.

**Hervé-Claude Ntumba se prépare à transformer le FPI.** L'ambition du Président Tshisekedi est d'inscrire le pays dans une nouvelle ère d'indépendance économique. Dans ce cadre, le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) est appelé à jouer un rôle central, en soutenant et en finançant des unités de production et de transformation. Pour répondre à ces attentes, la nouvelle direction a insufflé un souffle de renouveau à l'institution. Conscient des enjeux, Ntumba, présenté comme un technocrate minutieux, s'est fixé pour objectif de renforcer la résilience de l'institution. À ce jour, la priorité consiste à diriger les financements vers des projets novateurs et des investissements susceptibles d'avoir un impact durable sur l'économie de la RDC. Parallèlement, des recherches de financements internationaux sont en cours, avec l'espoir d'obtenir des capitaux pour soutenir des investissements lourds, essentiels à l'accélération de l'industrialisation. Le défi est vaste : transformer le FPI en une véritable banque de développement au service de l'économie. Mais cet enjeu est à la hauteur des ambitions affichées: faire du pays une puissance industrielle régionale, moins exposée aux fluctuations des matières premières et plus résiliente face aux crises. En tant que pilier de cette stratégie nationale de transformation structurelle, le FPI est déterminé à relever ce défi et à devenir le moteur de cette «deuxième indépendance», cette souveraineté économique tant attendue, 65 ans après son avènement. (AfricaNews)

**Les déplacés de guerre originaires de Goma se trouvant Beni appellent à une assistance.** Ces familles, ayant fui les combats et la prise de Goma par le groupe rebelle M23 en janvier 2025, résident à Beni depuis plus de huit mois sans recevoir aucune aide gouvernementale significative. Environ 260 ménages, vivent dans des conditions précaires, souvent hébergés chez des familles d'accueil, et certains survivent grâce à des travaux ménagers ou à la mendicité. Les enfants déplacés sont particulièrement affectés, avec un accès limité à l'école ou sans fournitures scolaires adéquates.

**Félix Tshisekedi relance le trafic ferroviaire Kinshasa-Matadi après cinq ans d'interruption.** Fermée depuis février 2020, cette ligne stratégique de 365 km a été entièrement réhabilitée par l'Onatra, grâce à un financement issu de la Redevance logistique terrestre (RLT). Le vice-Premier ministre a annoncé l'arrivée prochaine de 5 locomotives neuves et 40 wagons porte-conteneurs, ainsi que la reprise du trafic urbain sur les lignes Gare centrale–Aéroport de N'djili et Gare centrale–Kitambo magasin. « Le train reste la meilleure alternative pour une ville de près de 20 millions d'habitants ».

**En RDC, les autorités sanitaires mobilisées contre la nouvelle épidémie d'Ebola.** C'est la 16<sup>ème</sup> épidémie qui touche le pays depuis l'identification de la maladie en 1976. C'est la troisième dans ce secteur qui se trouve aux confins du Kasai, de la Tshuapa et du Sankuru. Une zone particulièrement difficile d'accès, enclavée et où le système sanitaire est défaillant. La riposte est en cours, mais les autorités s'attendent à ce que le bilan s'alourdisse avec la découverte de nouveaux cas qui pourraient être antérieur à la première hospitalisation, tous les malades ne se rendant pas forcément dans les centres de santé. Le ministre a d'ailleurs appelé la population à signaler les cas pour réduire le risque de propagation. L'Organisation mondiale de la Santé, qui a dépêché une équipe sur place, et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine sont mobilisés. L'une des priorités, est de trouver l'origine de l'épidémie. « On ne peut pas répondre à une épidémie qu'on ne connaît pas et on ne connaît une épidémie que si on connaît le cas index. Car avec les cas index, on connaît les mois de transmission, on connaît l'ampleur puisqu'on sait bien faire le mapping de la région, et on connaît aussi comment la transmission s'est faite. Et on peut aussi avoir d'autres informations en connaissant l'origine de l'épidémie. » Trouver l'origine pour parvenir à enrayer l'épidémie le plus rapidement possible. (RFI)

**Samedi 6 septembre.**

**Conflits fonciers : le parc des Virunga et ses riverains se concertent.** La rencontre visait à mettre en place des mécanismes de résolution pacifique des conflits autour des limites du parc, notamment au niveau des quartiers Congo



ya Sika et Mapathi. Les représentants de toutes les couches de la population, les responsables du parc ainsi que les services de l'administration foncière et de sécurité ont pris part à ce dialogue communautaire, organisé par la société civile, en collaboration avec les autorités locales. Cette séance de dialogue est pertinente et utile pour la vie de cette population.

**La contestation de la nomination du général Gasita « est une manœuvre des ennemis de la République », selon l'armée.** Les Wazalendo accusent le général Gasita d'être un agent double lié au M23, et de complicité dans la chute de Bukavu en février 2025. Cette accusation alimente une tension croissante entre les alliés militaires dans la lutte contre les rebelles. Le général Gasita, qui avait survécu à une tentative d'assassinat dans la plaine de la Rusizi, avait brièvement trouvé refuge au Burundi avant d'être rappelé par les autorités militaires à Kisangani et Kinshasa.

**Beni : Muhindo Nzangi salue le modèle de l'unité agro-industrielle de Mutwanga qui transforme le cacao, le café et l'huile de palme.** Cette structure, initiée par le Parc national des Virunga, transforme localement le cacao, le café et l'huile de palme, produisant des milliers de tonnes de denrées alimentaires, du savon et d'autres produits dérivés. « Ce modèle agro-industriel donne une valeur ajoutée au travail des Congolais, crée des emplois et contribue à la réduction de l'insécurité », a déclaré le ministre de l'Agriculture. Des discussions ont été engagées avec le gouverneur de province et le directeur du parc des Virunga pour encourager l'implantation d'unités similaires dans d'autres zones rurales.

**Est de la RDC: «hausse» du nombre de tombes de soldats à Kigali selon HRW, une enquête «malhonnête» pour le Rwanda.** Clémentine de Montjoye, chercheuse spécialiste de la région au sein de Human Rights Watch, nous a expliqué sa méthodologie et ses conclusions : « Nous avons pu compter les nouvelles tombes individuelles, à l'aide d'images satellite prises, à quatorze dates différentes. De 2017 à 2021, il y avait en moyenne 1,7 nouvelle tombe par semaine. Après la résurgence du M23, ce chiffre est passé à six sépultures par semaine. Entre fin décembre et le 9 avril 2025, ce chiffre est passé à 22 par semaine, période pendant laquelle le Rwanda a, du coup, fourni un soutien important qui a permis au M23 de prendre le contrôle de Goma et Bukavu, les deux capitales provinciales du Nord-Kivu et Sud-Kivu ». « Nous avons déterminé que le Rwanda est une puissance occupante au regard du droit international et cela rend le Rwanda légalement responsable des abus qui sont commis par le M23 », a ajouté Clémentine de Montjoye. Selon la chercheuse, le Rwanda pourrait donc être tenu pour responsable du massacre de plus de 140 civils commis, en juillet, par le M23, à la frontière rwandaise, documenté par Human Rights Watch. (RFI)

**Kinshasa : appel à l'évacuation urgente des immondices après le curage des caniveaux.** Si les Kinois saluent cette initiative visant à prévenir les inondations à l'approche de la saison des pluies, beaucoup déplorent la non-évacuation des sables et déchets extraits, entassés sur la voie publique. « Cela fait trois mois que les immondices ne sont pas évacuées. Bientôt les pluies vont tomber. Il faut qu'on vienne les enlever », alerte une habitante. Le bourgmestre de Ngaliema, reconnaît le problème et évoque un manque de moyens logistiques. Cette situation soulève des préoccupations majeures en matière de mobilité urbaine, de santé publique et de résilience climatique.

**RDC : quatorze députés nationaux arrêtés vendredi (témoignages).** Un député national, s'exprimant sous couvert d'anonymat sur Actualité.CD, a relaté ce samedi les circonstances de son arrestation et de celle de treize autres collègues, survenue vendredi après-midi à Kinshasa. Selon lui, ils ont été interpellés vers 16h alors qu'ils recueillaient des signatures pour une motion de soutien au bureau de l'Assemblée nationale et aux institutions, dans une chambre de l'hôtel Rotana. « On nous a notifié de notre arrestation, puis soumis à des brutalités, notamment des fouilles intrusives dans nos poches et sous nos vêtements », a-t-il affirmé, indiquant que leurs téléphones et leur argent avaient été confisqués et leur chambre perquisitionnée, avant qu'on leur ordonne de suivre les militaires venus les arrêter. Le député a expliqué qu'ils avaient été embarqués dans un bus militaire et contraints de couvrir leurs visages avec des vestes, chemises, pagnes ou foulards pour éviter toute identification. « À notre arrivée devant l'immeuble ONATRA, nous avons été conduits au bureau du Conseil national de cybersécurité », a-t-il poursuivi. Le groupe aurait été enregistré devant une caméra avant d'être retenu dans une salle de réunion jusqu'à 3h du matin. « Nos téléphones nous ont été rendus, mais l'argent, nos sacs et la motion de soutien ont été emportés, sans aucune audition », a-t-il ajouté. Ces arrestations surviennent dans un climat politique tendu à Kinshasa, marqué vendredi par des interpellations de députés favorables et opposés au bureau de l'Assemblée nationale. Les autorités n'ont pas encore réagi officiellement. (Actualité.CD)

**Dimanche 7 septembre.**

**Sud-Kivu : le gouvernement provincial alerte sur le renforcement des militaires rwandais à Idjwi avec 750 soldats.** L'incursion a débuté dans la nuit du 3 septembre, lorsque deux bateaux et deux hors-bords remplis de soldats



ont accosté dans la zone. Ces troupes, munies de munitions et d'armes à feu, auraient procédé à l'arrestation de pêcheurs et de témoins de leur débarquement. Les mêmes sources indiquent que les militaires ont ensuite pris la direction de Mugote, pour rejoindre un contingent déjà présent dans la région. En parallèle, le gouvernement provincial dénonce le début de la construction d'un camp de la police rwandaise à Bwando, une localité du groupement de Mugote, située en face de la ville rwandaise de Kibuye, dans le district de Karongi. Le gouverneur provincial qualifie cette situation de violation flagrante de l'intégrité territoriale de la RDC. Il soupçonne Kigali de vouloir annexer une partie du territoire congolais en se cachant derrière la rébellion du M23.

**Lubumbashi : 145 personnes interpellées lors d'une opération de bouclage nocturne, dans la nuit du 6 septembre.** Au cours de l'opération, les forces de l'ordre ont saisi plusieurs armes blanches. Parmi les personnes arrêtées figurent des individus accusés de produire des saucissons à base de viande de chien et de chat, ainsi que des fabricants de boissons fortement alcoolisées, a indiqué la police.

**Goma se met au vert : un projet de reboisement pour une ville résiliente.** Le projet vise à restaurer le couvert végétal de Goma, tout en luttant contre l'érosion des sols et les effets du changement climatique. Des jeunes plants sont mis en terre avec soin, dans une ambiance solidaire et engagée. Chaque habitant dont une plantule est plantée devant sa parcelle est invité à l'arroser et à l'entretenir. Ce geste simple mais essentiel garantit la pérennité du reboisement et contribue à redonner à Goma son éclat naturel. Il s'agit d'un acte de résilience face aux défis climatiques et environnementaux.

**Une mutuelle veut planter plus de 10.000 arbres le long de la route Kasindi-Beni.** Il s'agit de saules, chênes et peupliers, des essences reconnues pour leur rôle dans la lutte contre les glissements de terrain et l'érosion des sols. Ce projet environnemental vient en appui aux travaux de réhabilitation de cette route, engagés par le gouvernement provincial dans une zone particulièrement vulnérable aux risques géologiques. Selon la Mutuelle pour le développement populaire, la cité frontalière de Kasindi est une cité pilote, une cité stratégique qui représente la porte du pays. Raison pour laquelle l'organisation s'est engagée à appuyer aussi les actions dans des activités de sensibilisation et d'éveil de conscience communautaire dans le secteur d'assainissement et autres. Elle a par ailleurs appelé la communauté à s'approprier ce projet et « combattre ensemble tout ce qui détruit l'environnement, entre autres les déchets plastiques ; car avenir en dépend ».

**9 écoles et 4 églises détruites à Kindu après une pluie diluvienne, accompagnée de vents violents le 26 août.** Alors que la rentrée scolaire bat son plein, les établissements touchés peinent à accueillir les élèves dans des conditions acceptables. Les bâtiments sont dans un état critique. Outre les écoles et les églises, la pluie diluvienne a causé la mort de deux personnes, blessé plusieurs autres et endommagé plus de 2 500 maisons dans les communes.

**RDC : le gouvernement congolais absent du Dialogue sur la paix organisé en Afrique du Sud.** La rencontre, organisée par la Fondation Thabo Mbeki et qui s'est achevée ce 6 septembre, n'était pas un forum de négociation, mais une plateforme de réflexion stratégique. Objectif pour les organisateurs : trouver comment l'Afrique peut avancer vers la paix. Dans la salle, des diplomates, des experts venus de plusieurs pays et des représentants des parties aux conflits. On a parlé du Sahel, du Soudan, du Mozambique, de la Corne de l'Afrique et bien sûr du Congo-Kinshasa. Plusieurs sessions ont concerné la RDC sur les causes endogènes, exogènes de même que les causes profondes du conflit et les solutions possibles. L'AFC/M23 a répété que « Félix Tshisekedi est un obstacle à la paix et qu'il doit partir ». Le FCC de Joseph Kabila tient quasiment le même discours, mais demande des voies pacifiques et un dialogue national. Ensemble pour la République, le parti de Moïse Katumbi, revient sur « des fraudes électorales passées. Il faut, dit-il, un dialogue national, un dialogue qui remette toutes les causes de la crise sur la table ». La société civile, elle, tire les leçons du passé. Jean-Jacques Lumumba résume : « Nous avons dialogué sans vérité. Sans réconciliation. Sans justice au centre. » Pas de voix officielle de Kinshasa : aucun représentant n'a fait le déplacement. Thabo Mbeki, lui, a été clair, « la solution doit venir des Congolais ». Il a rappelé le dialogue inter-congolais de Sun City en 2002. Et il prévient : « toute ingérence étrangère compliquera les choses ». La Fondation Thabo Mbeki publiera bientôt un memorandum. (RFI)

**À Beni, Jean Pierre Lacroix insiste sur l'unité entre Congolais comme solution à la crise sécuritaire.** Poursuivant sa mission sur le sol congolais, Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations-Unies, chargé des opérations de paix, a insisté : « La solution est principalement congolaise. Plus les congolais seront unis, meilleure sera leur position pour progresser dans les efforts de paix. Les divisions ouvrent l'espace à ceux qui perpétuent l'instabilité et la déstabilisation. La solution est d'abord congolaise, mais le concours des partenaires internationaux est nécessaire et utile car il y a une dimension internationale claire dans cette situation. Il ne faut pas minimiser les processus (de Doha et de Washington) en cours. Ce qu'il faut, ils doivent s'intensifier et que les protagonistes s'impliquent fortement pour obtenir





le résultat concret sur le terrain, c'est-à-dire la diminution des violences, un cessez-le-feu, la tenue et la mise en œuvre des engagements pris. Nos efforts continueront pour la paix. Il ne faut pas s'arrêter aux communiqués et aux résolutions, il faut que l'effort diplomatique doit presser pour que la paix revienne". Jean-Pierre Lacroix a, ce même dimanche, échangé avec le général Somo Evariste, gouverneur militaire du Nord-Kivu qui "reste convaincu qu'après le passage du SGA de l'ONU, il y aura un peu plus d'amélioration à la recherche de la paix". (Actualité.CD)

#### Lundi 8 septembre.

**Retards massifs dans la délivrance des passeports à Kinshasa : des étudiants et familles bloqués.** Depuis le 5 juin, les autorités de la RDC ont décidé de changer l'ancien passeport biométrique en le remplaçant par un nouveau, jugés plus sécurisé et répondant aux normes internationales. Pour l'obtenir, il faut s'armer de patience. Des milliers de personnes, notamment des étudiants qui ont entamés la procédure pour obtenir leur passeport, depuis plusieurs mois mais sans succès. Selon des sources, le retard est dû à une transition difficile entre l'ancien et le nouveau fournisseur des passeports. Cette situation engendre un blocage de 126 000 passeports dans une base de données, aggravant encore les difficultés.

**« Les autorités congolaises souhaitent que la Monusco reste en RDC » (Jean-Pierre Lacroix).** « Le message très clair qui m'a été délivré par le Président Tshisekedi et la Première ministre, c'est que les autorités congolaises souhaitent que la Monusco reste en RDC, continue à travailler et que notre coopération se poursuive et s'intensifie » a rapporté le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de la paix. Il a salué les efforts des casques bleus de la Monusco aux côtés des Fardc pour contrer les actions de ceux qui perpétuent la violence en Ituri et la région de Beni.

**Quatre membres du Gouvernement congolais participent à la 60e session du conseil des droits de l'homme à Genève.** Durant près de cinq semaines, le Conseil examinera plus de 60 rapports sur la situation des droits humains dans plus de 40 pays, présentés par le Secrétariat de l'ONU, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, des experts indépendants et des organes d'enquête. Au programme : 37 débats interactifs avec le Haut-Commissaire Volker Türk, portant sur des thématiques clés telles que la justice transitionnelle, les violences basées sur le genre, les conditions carcérales et les conflits armés. **La CNDH plaide pour des recommandations fortes sur le respect du droit international humanitaire.** « Nous attendons de cette session le soutien à la lutte contre l'impunité afin que les responsables de violations graves des droits humains, d'où qu'ils viennent, puissent répondre de leurs actes devant la justice. Mais aussi un renforcement de l'assistance aux victimes, et une pression internationale pour mettre fin au soutien extérieur aux groupes armés », a déclaré le président de la Commission nationale des droits de l'homme de la RDC. La CNDH appelle à des recommandations claires et contraignantes.

**35 000 tonnes de cacao exportées frauduleusement vers l'Ouganda depuis le début de 2025,** de la province de l'Ituri, via des itinéraires clandestins, notamment par le lac Albert. Le ministre de l'Agriculture a souligné la nécessité de réorganiser le secteur du cacao et du café afin de mettre fin à ces fraudes, qui privent l'État congolais de recettes fiscales importantes. Il a également appelé les producteurs et exportateurs locaux à se conformer aux réglementations en vigueur, afin de garantir la traçabilité et la légalité des exportations. La culture du cacao constitue l'une des principales activités agricoles dans ces territoires, mais elle est aussi associée à des violences armées, avec des groupes criminels et des milices impliqués dans le vol et l'exportation illégale des produits de récolte.

**Contestation du général Olivier Gasita : une mission gouvernementale annoncée à Uvira.** La situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo, marquée par de fortes tensions à Uvira, chef-lieu provisoire du Sud-Kivu, a été au centre de la réunion interinstitutionnelle présidée ce lundi 8 septembre 2025 par le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, à la Cité de l'Union africaine. Depuis le 2 septembre, Uvira est paralysée par une série de journées « ville morte » décrétées par des groupes Wazalendo, censés appuyer l'armée congolaise face à la rébellion de l'AFC/M23. Ces groupes contestent la présence du général Olivier Gasita Mukunda, commandant adjoint de la 33e région militaire chargé des opérations et des renseignements. Ils l'accusent de collusion avec l'AFC/M23, soutenu par le Rwanda. Samedi, les Fardc ont défendu leur officier, rappelant son parcours et dénonçant des manipulations visant à opposer l'armée aux Wazalendo. Mais la tension reste vive : ce lundi 8 septembre, une manifestation populaire à Uvira pour exiger le départ du général Gasita a été réprimée. Selon des sources locales, une personne a été tuée et au moins neuf autres blessées par balles, dont quatre militaires. L'incident est survenu après le dépôt de mémorandums, notamment à la mairie, et la dispersion des manifestants par des tirs sporadiques. (Actualité.CD)

#### Mardi 9 septembre.



**Des ouvriers impayés bloquent l'accès à deux écoles publiques à Moba, perturbant la rentrée scolaire.** Les ouvriers qui ont construit ces établissements, dans le cadre du programme PDL-145 Territoires, ont bloqué les portes de ces deux écoles publiques pour réclamer le paiement de leurs salaires à l'entreprise SAFRICAS. « Parmi ces agents, certains n'ont pas été payés depuis deux ans, d'autres depuis 14 mois. Nous demandons qu'un effort soit fait pour régler cette situation. Un des ouvriers est décédé sans être payé. Plusieurs souffrent, n'ont pas les moyens de se soigner et d'autres, qui poursuivent des études universitaires, ne peuvent même pas commencer faute de moyens ». L'administrateur du territoire de Moba exhorte les ouvriers à suivre la procédure légale avec l'entreprise SAFRICAS pour réclamer leurs paiements.

**Appel à la cessation immédiate de la collaboration Fardc-Wazalendo à Uvira.** La Dynamique des acteurs pour les questions de la Patrie (DYNAP) appelle à la cessation immédiate de la collaboration entre les Fardc et leurs partenaires, les combattants Wazalendo, dans la ville d'Uvira, au Sud-Kivu. « Uvira n'est plus pleinement sous contrôle de l'État, un fait que les autorités continuent malheureusement à traiter avec légèreté. Nous courons un risque réel, celui d'un glissement vers une guerre civile, comme on l'a constaté lors de la manifestation contre le général Gasita. Quel que soit leur discours ou justification, l'État ne peut pas pactiser avec ceux qui bafouent son autorité devant tout le pays ». L'État doit redevenir le seul garant de la sécurité, de la justice et de l'ordre républicain. Le rétablissement effectif de son autorité permettra de reprendre le contrôle de toutes les zones d'Uvira sous influence des groupes armés locaux.

**RDC : réforme pétrolière dans le secteur minier, les recettes fiscales explosent.** Depuis juillet, les entreprises minières sont tenues d'acheter leurs carburants sous douane, de les déclarer et de s'acquitter intégralement des impôts et taxes. Résultat : les droits perçus par le fisc sont passés de 4 milliards à 63 milliards de francs congolais par mois, soit une augmentation de 1 560 %. « Les entreprises doivent payer le prix juste. Les subventions ne doivent pas leur profiter », a insisté le ministre. Cette réforme s'inscrit dans une démarche de gestion responsable des finances publiques, avec des retombées positives attendues pour le budget national et la lutte contre la fraude dans le secteur pétrolier. Le ministre a également annoncé que le secteur aérien et les télécommunications feront prochainement l'objet d'une analyse similaire, dans le cadre de l'assainissement économique.

**Félix Tshisekedi réunit les institutions autour de la crise sécuritaire et de la rentrée politique.** En RDC, la prochaine rentrée parlementaire doit avoir lieu le 15 septembre. Elle intervient dans un moment de tension au sein de la coalition au pouvoir. Son ouverture s'annonce déjà tendue puisqu'une pétition rassemble des signatures pour demander le départ du président de l'Assemblée nationale. Elle circule dans les rangs de l'Union sacrée, la coalition au pouvoir, depuis presque de deux mois, croit savoir un observateur. Elle pourrait donner lieu à une motion. Reste à savoir si cette dernière portera sur ensemble du bureau de la chambre basse ou sur certains de ses membres, avec en ligne de mire le président Vital Kamerhe. Depuis plusieurs mois, la méfiance est grandissante entre le chef de l'UNC et le pouvoir. « On ne le trouve plus aligné sur le président », explique un analyste. Un ancien proche de Vital Kamerhe y voit, lui, une guerre de positionnement pour 2028. La tension est telle que des députés proches du président de l'Assemblée ont été brièvement arrêtés vendredi soir. Leur arrestation a été dénoncée par l'opposition ainsi que par l'organisation de la société civile, la Lucha. Reste à savoir désormais quelle sera la position des autres cadres de l'Union sacrée, que ce soit Jean-Pierre Bemba, Jean-Michel Sama Lukonde, Christophe Mboso ou encore Modeste Bahati. (RFI)

**Bintou Keita alerte sur les exécutions sommaires et les violations graves dans l'Est de la RDC.** Lors de son intervention à la 60e session du Conseil des droits de l'homme, ce mardi 9 septembre à Genève, la cheffe de la Monusco, Bintou Keita, note que les affrontements se poursuivent malgré la résolution 2773 du Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. « Au cours des deux derniers mois, les Forces démocratiques alliées (ADF) ont multiplié des attaques contre les civils au Nord Kivu et en Ituri, causant la mort de 152 civils dont des femmes et des enfants sur la période de juillet et d'août. La situation humanitaire n'est guère meilleure. Plus de 8 millions de personnes déplacées peinent à recevoir l'assistance humanitaire à cause de l'insécurité et du manque de ressources. Et l'on déplore la perte d'au moins 13 travailleurs humanitaires depuis janvier 2025 ». Mme Bintou dénonce aussi la multiplication des détentions arbitraires, les persécutions ciblées contre les journalistes, activistes et défenseurs des droits humains. Bintou Keita appelle à une mise en œuvre rigoureuse des engagements pris dans les processus de Washington et de Doha, et insiste sur la centralité des droits humains dans toute initiative de paix.

**Volker Türk : « Peu d'endroits au monde sont confrontés à une crise aussi grave et urgente que celle que traverse la RDC ».** « Une surveillance et des rapports indépendants et impartiaux peuvent contribuer à établir précisément ce qui s'y passe, à des fins de vérité, de justice et de reddition des comptes ». Le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme rapporte que la mission a constaté que le M23, soutenu par les Forces de défense du Rwanda (RDF), d'une part, et les Forces armées de la RDC et les groupes armés affiliés, d'autre part, ont commis des crimes de guerre. Elle a aussi conclu que le M23 pourrait avoir commis des crimes contre l'humanité. Le Rwanda et la



RDC ont des responsabilités en vertu du droit international pour leur appui à des groupes armés connus pour avoir commis de graves atteintes aux droits humains.

**71 civils tués lors d'une attaque des ADF à Bapere.** L'attaque est survenue alors que les civils assistaient à une veillée mortuaire. Les assaillants ont tué des civils à l'arme blanche et par balles. Le chef de secteur, fait état d'un bilan provisoire de 71 morts, 8 blessés, ainsi que de la destruction de 14 maisons et de plusieurs véhicules et motos incendiés. Il mentionne également une vingtaine de disparus. L'intervention rapide des forces conjointes Fardc et UPDF, basées à Mangurejipa, a permis de limiter l'ampleur des dégâts. Après l'attaque, les assaillants se sont retranchés dans la forêt à l'ouest de Ntoyo. Les Fardc et l'UPDF y mènent actuellement des opérations de ratissage.

**À Genève, Samuel Mbemba mobilise contre le génocide de plus de 30 ans en RDC.** Le ministre des Droits humains mobilise la communauté internationale contre le génocide en RDC, à l'occasion d'une activité organisée le lundi 8 septembre, en marge de la 60<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, en Suisse. « En RDC, depuis plus de 30 ans, des faits similaires se produisent. Nous disons : ça suffit. Il faut que ceux qui ignorent la situation en prennent conscience, à travers les chiffres et les faits précis survenus en RDC. C'est le sens de la campagne que nous venons de lancer ici à Genève, et que nous poursuivrons dans tous les hauts lieux où se rencontrent les dirigeants du monde, afin de sensibiliser sur le génocide en RDC », a rappelé le ministre des Droits humains. Le même jour, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a exigé des recommandations claires et contraignantes, afin que les auteurs de violations graves commises dans l'Est de la RDC soient traduits en justice. Cette prise de position intervient alors que plusieurs rapports récents publiés par les Nations Unies, Human Rights Watch et Amnesty International mettent en cause les responsables de ces atrocités.

**Mercredi 10 septembre.**

**MSF alerte sur la flambée de violences meurtrières en Ituri, depuis juin 2025.** MSF rapporte que les violences ont pris leur origine fin juin 2025, avec une attaque de la milice Codeco contre un site de déplacés à Djugu ayant causé la mort de 9 personnes, dont des femmes et des enfants. Ces attaques se sont multipliées avec notamment des affrontements dans des localités comme Katsu et Komanda, où plus de 40 personnes ont été tuées dans une église, une tragédie attribuée au groupe rebelle ADF. MSF dénonce vivement les conditions d'accès aux soins extrêmement limitées, laissant de nombreuses victimes sans assistance médicale appropriée et aggravant leurs souffrances physiques et psychologiques.

**Bruno Lemarquis : « La crise mondiale de financements impacte énormément les programmes et les activités humanitaires en RDC ».** Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU et coordinateur humanitaire a déclaré : « Avec les coupures budgétaires décidées par les pays bailleurs de fonds, la RDC est le pays le plus touché au monde, étant aussi le plus dépendant de l'aide américaine. Cela a un impact très important sur les programmes humanitaires, les activités des ONG internationales et nationales, ainsi que celles des Nations Unies. Cette réalité se fait ressentir ici à Beni, dans le Nord-Kivu, mais aussi dans toutes les provinces affectées par les crises humanitaires en RDC ». Il a aussi souligné l'importance d'informer les communautés locales sur cette situation, souvent perçue à tort comme un manque de volonté de l'ONU pour répondre à leurs besoins humanitaires.

**Genève : le Rwanda rejette les accusations de soutien au M23.** Lors de la 60<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, tenue le mardi 9 septembre à Genève, la représentante permanente du Rwanda, l'ambassadrice Urujeni Bakuramutsa, a dénoncé des allégations non fondées, appelant à une vérification rigoureuse des sources avant toute conclusion : « Le Rwanda aspire à la paix et à la stabilité. Et nous n'accepterons plus de faire l'objet d'accusations sans fondements ». Cette déclaration intervient en réaction à un rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, qui accuse le M23, soutenu par les Forces de défense rwandaises (RDF), d'avoir commis des crimes graves dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, notamment : exécutions sommaires, tortures et violences sexuelles, recrutement forcé et détentions arbitraires.

**Les attaques des ADF ne faiblissent pas à Beni : 18 civils tués,** majoritairement des agriculteurs, ont été tués mardi 9 septembre. Ces ADF qui seraient venus du territoire voisin d'Irumu, en Ituri, ont ciblé simultanément les blocs agricoles de Fotodhu, Maleki et Aveyi, situés sur l'axe routier Oicha-Mamove. Plusieurs motos et vélos ont été incendiés.

**Est de la RDC : à Genève, la France condamne la poursuite de l'offensive de l'AFC/M23 avec le soutien du Rwanda.** « Tous les efforts doivent être entrepris pour mettre fin à la catastrophe humanitaire en cours en RDC, permettre l'accès aux populations vulnérables et assurer la protection des travailleurs humanitaires. Les violences commises contre les populations civiles y compris l'enrôlement de force des enfants et contre les défenseurs des droits



de l'homme doivent cesser de même que tout soutien apporté aux groupes qui le commettent. La France condamne les entraves persistantes à l'exécution du mandat de la Monusco et la poursuite de l'offensive du M23 dans l'Est de la RDC conduite avec le soutien du Rwanda qui a des conséquences sécuritaires et humanitaires catastrophiques », a dénoncé Céline Jurgensen. La diplomate a également exhorté les dirigeants de la RDC à poursuivre leurs efforts en faveur de la lutte contre l'impunité et a émis le vœu de la mise en place d'un observatoire de lutte contre le discours de haine dans la région des Grands Lacs. La Mission d'établissement des faits du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation dans les provinces du Nord et le Sud-Kivu mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a publié son rapport qui révèle que toutes les parties au conflit ont commis de graves violations du droit international humanitaire dans les provinces du Nord et Sud-Kivu pouvant constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. En réponse à l'aggravation de la crise des droits de l'homme et de la crise humanitaire causée par la récente escalade des hostilités dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, le Conseil des droits de l'homme a adopté, lors d'une session extraordinaire tenue le 7 février 2025, la résolution A/HRC/RES/S-37/1, demandant au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir d'urgence une Mission d'établissement des faits (OFFMK) sur les graves violations et abus des droits de l'homme, ainsi que sur les graves violations du droit international humanitaire commises dans ces provinces. (RFI)

**Statu quo au processus de Doha: "le Rwanda n'est pas disposé à aller vers la paix et toute la réalité vécue actuellement illustre sa volonté de créer un État parallèle" (Kinshasa).** "Il est clair que le débat ne peut plus se faire sur le registre de la présence du Rwanda ou pas dans l'Est de la RDC, tous les rapports l'attestent et même les discussions en cours en cours à Doha connaissent des difficultés parce que véritablement le Rwanda n'est pas disposé à aller vers la paix et toute la réalité qui est vécue actuellement illustre la volonté du Rwanda à travers sa brigade appelée M23, de créer un État parallèle", a déclaré Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais. Après la signature de l'accord de Washington, les discussions se poursuivent à Doha sous la médiation de l'État du Qatar dans le but de compléter l'accord de Washington en abordant les dimensions internes du conflit, notamment la restauration de l'autorité de l'État congolais sur l'ensemble du territoire et la réintégration des groupes armés. Malgré la signature de la déclaration de principes entre Kinshasa et AFC/M23, la situation sur terrain peine à s'améliorer suite à la non-exécution de plusieurs mesures de confiance notamment la libération des prisonniers de deux côtés. (Actualité.CD)

#### **Jeudi 11 septembre.**

**114 abris de déplacés détruits par la pluie au site de Kigonze à Bunia,** le 10 septembre. Plusieurs toilettes et toitures en bâches ont également été emportées par le vent. Cette catastrophe naturelle va obliger ces familles de passer la nuit à la belle étoile ; avec tous les risques d'intempéries. Le site des déplacés de Kigonze à Bunia compte plus de cinq mille ménages. Certains sinistrés ont trouvé refuge auprès d'amis et familles, au sein même du camp.

**Inhumation de 64 civils massacrés par les ADF à Lubero.** 64 sur les 89 civils tués mardi 9 septembre lors des attaques des Forces démocratiques alliées dans la localité de Ntoyo, territoire de Lubero au Nord-Kivu, ont été inhumés le 10 septembre. Après identification, d'autres corps ont été remis aux familles à leur demande afin qu'elles organisent le deuil et l'enterrement dans leur village d'origine. Les notables de Lubero demandent une redéfinition et une réorganisation des opérations militaires conjointes menées entre les Forces armées de la RDC et les militaires ougandais (UPDF), en particulier dans le secteur de Bapere, ainsi que dans tout le Grand Nord-Kivu.

**Près de 500 000 déplacés rentrent chez eux malgré persistance de la violence en Ituri.** Ce retour est rendu possible grâce à une amélioration relative de la sécurité dans certaines zones. Cependant, les violences perpétrées par des groupes armés tels que la Codeco, les ADF, Zaïre et la CRP se poursuivent, maintenant des milliers de personnes dans une grande précarité. La persistance des exactions contre les civils obligent encore de nombreuses familles à une vie d'errance. Le responsable onusien a souligné la baisse drastique des financements humanitaires en RDC, avec seulement 15% des besoins couverts cette année, ce qui réduit considérablement les activités sur le terrain. Face à cette situation, il a invité les autorités provinciales à encourager le retour volontaire des déplacés et à promouvoir des solutions durables.

**Une exposition sur le Genocost interpelle à Genève la communauté internationale sur les crimes en RDC.** L'exposition consacrée au génocide économique en RDC (Genocost) organisée par le Fonds national des réparations des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et d'autres crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (FONAREV), visait à sensibiliser la communauté internationale aux crimes graves commis en RDC. Installée sur la Place des Nations, l'exposition s'est tenue pendant trois jours en marge de la 60e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cette mobilisation artistique et mémorielle avait pour objectif d'alerter sur l'ampleur des violences et de susciter une prise de conscience globale. Le ministre d'État à la Justice, Guillaume Ngefa, a souligné la





portée symbolique de l'événement : « Chaque témoignage entendu est un appel à la vérité, à la mémoire et à une paix fondée sur la justice ».

**La RDC et le FMI pour un budget 2026 orienté vers l'investissement.** Cette décision a été prise le 9 septembre, lors de la deuxième réunion de la Troïka politique avec la mission Staff Visit du FMI. Les deux parties ont salué l'exécution budgétaire jugée encourageante et ont convenu de la nécessité d'ajustements ciblés. Le ministre des Finances, a souligné l'importance de renforcer la capacité de l'État à investir dans les secteurs prioritaires, afin de créer un environnement propice à l'implication du secteur privé dans la croissance économique. Il a réaffirmé la volonté du Président de la République de poursuivre les réformes structurelles, conformément au memorandum d'entente conclu avec le FMI, pour que ce partenariat bénéficie directement à la population congolaise. L'Exécutif national et l'institution de Bretton Woods ont également abordé le suivi du dossier SICOMINES, sur lequel le FMI insiste pour que les engagements conclus avec la partie chinoise soient pleinement mis en œuvre.

**Les Banyamulenge d'Uvira sommés de quitter la ville et le pays.** Les activités économiques ont repris timidement à Uvira, ville congolaise du Sud-Kivu plantée sur les rives du lac Tanganyika, frontalière du Burundi, traversée pendant quelques jours par un mouvement de colère dirigé contre un haut-gradé de FARDC, le général Olivier Gasita. Les wazalendo, ces membres de milices criminelles recyclés en force supplétive de l'armée congolaise, soutenus par une frange de la population d'Uvira gavée de la communication anti-rwandaise et anti-tutsi des autorités congolaises, ont multiplié les manifestations, dont certaines ont été réprimées violemment par les forces de l'ordre, pour exiger le départ de ce général sur la base exclusive de son appartenance ethnique. Après quelques jours de vives tensions, face aux manifestations de plus en plus violentes, les autorités de Kinshasa ont dû exfiltrer mardi 9 septembre, sur le coup de 3 h du matin, le général Gasita. D'abord vers Bujumbura, la capitale économique du Burundi, avant de le transférer à Kinshasa. Si la tension a baissé de quelques niveaux depuis cette date, la haine envers les Tutsi ne s'est pas atténuée chez les wazalendo. L'un des chefs de ces forces supplétives, équipées et armées par Kinshasa, vient de lancer un ultimatum aux Banyamulenge qui vivent encore dans Uvira. Dans un message en swahili, l'homme explique que « le départ du général Gasita n'est pas la solution » et qu'il « reste encore beaucoup de Gasita à Uvira (...) ». Il poursuit : « la vraie solution est qu'il n'y ait plus aucun Tutsi à Uvira. On ne veut pas de Tutsi à Uvira. Tous les Tutsi doivent quitter la ville », avant d'annoncer le lancement d'une campagne « Retour au Rwanda pour tous les Tutsis », rappelant frontalement la dialectique des autorités en place à Kinshasa qui continuent de nier toute existence des Tutsi congolais. « Au-delà de ces dix jours, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous a pas prévenu », poursuit le message qui annonce ni plus ni moins qu'une future chasse aux Tutsi qui rappelle les pires heures du début des années 90, juste avant le génocide perpétré au Rwanda. Aujourd'hui, il resterait 128 foyers banyamulenge à Uvira. Beaucoup en effet ont déjà pris le chemin de l'exile et se retrouvent notamment dans des camps de réfugiés installés au Burundi. **Ingérables wazalendo.** Les menaces proférées par le chef des wazalendo à Uvira sont la démonstration étincelante de l'échec de la politique du régime congolais qui a choisi délibérément d'armer et d'équiper ces milices plutôt que de développer son armée républicaine. Ces milices, qui regroupent des criminels qui ont commis d'innombrables exactions contre la population civile congolaise, parfois depuis de nombreuses années, sont ingérables. Ces gens volent, pillent, violent, tuent sans être inquiétés. Ils savent qu'ils bénéficient d'une impunité quasi totale puisqu'ils sont nécessaires à la survie du régime de Kinshasa. **Menace aussi au Burundi.** La situation des Tutsi du Burundi est aussi inquiétante. Depuis plusieurs semaines, de nombreux témoignages dénoncent les démarches des imbonerakure, ces milices de jeunes du CNDD-FDD, le parti au pouvoir dans le pays (il dispose désormais de tous les sièges de l'assemblée nationale), qui parcourent les rues de Bujumbura pour identifier les foyers où résident les Tutsi. « Ce recensement vise à pouvoir éliminer physiquement tous les Tutsi si Uvira devait tomber entre les mains des rebelles congolais », explique un avocat burundais. « Le pouvoir de Gitega les considère comme une menace. Il pense qu'ils pourraient être tentés de profiter de la situation au Congo pour renverser le pouvoir du président Évariste Ndayishimiye. C'est ni plus ni moins qu'un nettoyage ethnique qui se prépare. Nous sommes en communication avec plusieurs capitales occidentales pour essayer de mettre en garde contre ce qui se prépare ici », poursuit l'avocat. **(La Libre Afrique)**

**Vendredi 12 septembre.**

**Journée ville morte pour dénoncer le regain des attaques ADF à Beni et Lubero.** Cette initiative a été lancée par des mouvements citoyens et des groupes de pression locaux pour dénoncer la recrudescence des attaques des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) dans les territoires de Lubero et Beni au Nord-Kivu. Marchés, banques, écoles, transports publics et autres services étaient à l'arrêt, signe fort d'une mobilisation générale pour interpeller les autorités sur l'insécurité qui touche durement les populations civiles. Les organisateurs réclament une action plus vigoureuse des forces conjointes des Forces armées de la RDC (FARDC) et de l'armée ougandaise (UPDF) afin d'étendre les opérations militaires à toutes les zones menacées par les ADF, pour prévenir de nouvelles attaques.



**La prison de Bunia privée de financements depuis janvier 2025.** Les responsables de la prison ont fait part de cette situation critique au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU : « Le retard des subsides compromet la gestion correcte des plus de 2 000 détenus que compte la prison, alors que sa capacité d'accueil ne dépasse pas 500 places ». Un autre problème majeur est le retard dans le traitement des dossiers judiciaires, ce qui contribue à allonger la détention provisoire et aggrave la surpopulation carcérale. Bruno Lemarquis a assuré qu'il transmettra ces doléances aux autorités nationales afin de trouver des solutions adaptées. Il a aussi rappelé qu'une solution durable passe par la construction d'une nouvelle prison à Bunia, dans le cadre d'un plan national incluant onze nouvelles prisons.

**Déplacements massifs après 48 heures de combats entre M23 et Wazalendo à Masisi.** Depuis mercredi 10 septembre, la localité de Kasopo connaît une crise humanitaire majeure, la population fuyant massivement les combats entre les rebelles du M23 et les milices Wazalendo. Ces affrontements ont contraint de nombreuses familles à chercher refuge dans la forêt ou dans des villages éloignés de la zone des hostilités.

**Corridor de Lobito : l'Union européenne s'engage pour le développement régional.** L'Union européenne (UE) souhaite jouer un rôle actif dans le développement du corridor de Lobito, un projet ferroviaire stratégique reliant la côte atlantique de l'Angola aux régions minières de la RDC et de la Zambie. Une délégation conjointe de l'Agence belge de coopération internationale (ENABEL) et de l'Agence suédoise de coopération (SIDA) est actuellement en mission, depuis le 10 septembre, en RDC et en Zambie pour explorer les opportunités offertes par ce corridor.

**Le PAM donne de l'argent électronique à 30 000 déplacés au Nord-Kivu pour subvenir à leurs besoins.** Les coupons électroniques, à valeur monétaire, permettent aux familles de s'approvisionner directement en vivres auprès de commerçants locaux contractés par le PAM. Les denrées concernées sont des haricots, riz, sel, l'huile, des produits essentiels à l'alimentation quotidienne. Les prix appliqués correspondent à ceux du marché local, garantissant aux bénéficiaires à la fois accessibilité et liberté de choix. Ce projet cherche à créer un lien direct entre les petits producteurs, les commerçants locaux et les communautés bénéficiaires, favorisant ainsi le dynamisme des circuits économiques locaux. Une dizaine de kiosques ont été installés pour exposer les produits alimentaires destinés aux retournés bénéficiaires.

**Procès de Joseph Kabila : la Haute cour militaire ordonne la réouverture des débats.** Lors d'une audience tenue à Kinshasa, le premier président de la Haute cour militaire, a précisé : « Il était conclu, aujourd'hui, que la Haute cour militaire allait prononcer son verdict, mais hier nous avons reçu une requête des parties civiles sollicitant la réouverture des débats ». Cette évolution relance un dossier judiciaire sensible, dont les implications politiques et juridiques sont suivies de près par l'opinion nationale et internationale. Les prochaines audiences devraient permettre d'examiner de nouveaux éléments ou de clarifier certains points soulevés par les parties civiles.

**Plaidoyer pour une synergie entre l'Accord d'Addis-Abeba et les processus de Washington et Doha.** Des intervenants issus de divers secteurs de la société ont débattu de la place et le rôle de l'Accord-cadre revitalisé, en synergie avec les processus de Washington et de Doha. Ils ont analysé les mécanismes de restauration de l'autorité de l'État, incluant l'armée, la police, l'administration, la justice, la lutte contre l'impunité et les conflits coutumiers ainsi que la participation des femmes, des jeunes et de la société civile dans la mise en œuvre de ces processus. De son côté, le coordonnateur intérimaire du Mécanisme national de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba, a affirmé que tous ces accords convergent vers un objectif commun : la recherche de la paix.

**Samedi 13 septembre.**

**Attaque des ADF à Ntoyo : la Cenco annonce un bilan de 102 morts.** « La Conférence épiscopale nationale du Congo condamne encore une fois les auteurs de ces atrocités à qui elle rappelle pour la énième fois que la vie humaine est sacrée, par conséquent doit être respectée ». Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2025, rappelle la même source, "au moins 102 personnes ont été tuées dans une attaque perpétrée par les ADF" au village Ntoyo en localité de Mahoho, dans le secteur Bapere, territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu : les uns par marteaux et les autres par balles. Le bilan communiqué précédemment par des sources militaires notamment faisait état de 89 civils tués, dont 64 ont été inhumés sur place mercredi 10 septembre.

**Les sanctions tombent après la panne de courant à l'aéroport de Kinshasa-Ndjili,** survenue dans la nuit du 11 au 12 septembre. L'aéroport est resté sans électricité pendant plus de quatre heures. Une panne géante alors que le générateur de secours de l'aéroport était aussi à l'arrêt. Plusieurs compagnies internationales ont dû se poser, juste à côté, à Brazzaville. Les appareils au départ de Kinshasa ont connu plus de trois heures de retard. L'avion du président Félix Tshisekedi a, lui, été surpris par la situation alors qu'il amorçait sa procédure d'approche sur l'aéroport de Ndjili.



La tour de contrôle était hors service, tout comme les radars et les systèmes de balisage lumineux de la piste. Après près d'une heure dans le ciel, l'avion présidentiel a opéré un atterrissage d'urgence grâce à un système de balisage de secours. Même après la descente du président, l'aéroport est encore resté dans le noir pendant plus de deux heures. Tous les techniciens de la Régie des voies aériennes ayant travaillé ce soir-là, ont été arrêtés. Le commandant de l'aéroport a été suspendu de ses fonctions. Ce n'est que le vendredi 12 septembre que la hiérarchie de la Régie a été interpellée. Seul le président du Conseil d'administration est épargné. Tryphon Kin Kiey Mulumba annonce avoir également mis en place une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités de cet incident majeur. (RFI)

**Plus de 100 personnes dont des élèves ont péri dans le naufrage d'une pirogue**, survenu dans la nuit du 10 septembre dernier, au confluent des rivières Nsolo et Maringa, dans le territoire de Basankusu secteur de waka Bokeka en province de l'Equateur. «La pirogue motorisée, en provenance du secteur de Waka et à destination de Basankusu centre, a fait naufrage suite à une surcharge manifeste et à une navigation de nuit, pourtant formellement interdite. Seules 8 personnes ont pu être secourues, grâce à l'intervention courageuse des riverains ». En réaction, le Panel d'experts de la société civile coordination de la province de l'Equateur condamne « l'irresponsabilité » des autorités compétentes et « le laxisme coupable » dans la gestion du trafic fluvial dans ce coin. Il dénonce notamment « le manque de contrôle des embarcations et le non-respect des normes de sécurité ; l'absence totale de secours organisés dans de telles catastrophes ainsi que l'ignorance entretenue des populations face à leurs droits et aux risques encourus. » (Actualité CD)

**Reprise des audiences à la cour d'appel du Nord-Kivu après huit mois de trêve**, consécutifs à la prise de la ville de Goma par les rebelles de l'AFC/M23. La majorité des magistrats du parquet ont rejoint cette ville, permettant ainsi à la juridiction de siéger à nouveau. « Cela marque un tournant capital, car depuis janvier dernier, de nombreux justiciables étaient privés de justice en raison de l'interruption des audiences. Avec le début des audiences foraines, toutes les affaires jugées en première instance par les tribunaux de grande instance et les tribunaux de commerce de Butembo et Beni seront réexaminées à la demande des parties ayant formulé un recours ».

**Renforcement des effectifs militaires à Bapere pour faire face aux rebelles ADF**. L'administrateur du territoire a effectué une mission itinérante dans cette contrée, accompagné du commandant du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord des Fardc. « En notre présence, des renforts militaires sont arrivés. Nous avons assisté à leur déploiement dans les villages victimes des attaques des ADF, notamment à Mangurujipa et ici à Njiapanda ». Il a également sensibilisé les parents à envoyer leurs enfants à l'école, malgré le contexte sécuritaire tendu. Depuis le 30 novembre 2021, les Fardc et l'UPDF mènent des opérations conjointes dans le Nord-Kivu et l'Ituri, visant à démanteler les ADF et les autres groupes armés actifs dans la région.

**Est de la RDC : au moins 80 incidents sécuritaires recensés en août dernier (OCHA)**. Ces chiffres marquent une nette augmentation par rapport aux mois précédents : 28 incidents en juin et 58 en juillet. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) ce pic témoigne d'une détérioration de la situation sécuritaire depuis le troisième trimestre 2025. Si le Nord-Kivu et le Sud-Kivu restent les provinces les plus affectées, une hausse des incidents a également été observée au Maniema et en Ituri. Depuis le début de l'année, l'agence onusienne a enregistré 436 incidents visant le personnel humanitaire en RDC, dont 13 morts, 25 blessés et 29 enlèvements. Les formes les plus fréquentes d'agression incluent : les cambriolages, vols et intrusions (39 % des cas), les ingérences et restrictions (33 %) et les intimidations, menaces et agressions physiques (24 %).

**Vingt ex-otages des rebelles LRA réunifiés avec leurs familles au Bas-Uelé**. Après sept années de captivité, vingt ex-otages des rebelles de la LRA ont été réunifiés, jeudi 11 septembre, avec leurs familles dans la province du Bas-Uelé. Kidnappées en 2018 par la LRA, elles avaient été emmenées en Ouganda. C'est après leur démobilisation, cinq ans plus tard, que l'ONG Kidnappées en 2018 par la LRA, elles avaient été emmenées en Ouganda. C'est après leur démobilisation, cinq ans plus tard, que l'ONG Action pour la Promotion Rurale (APRU), a pu organiser leur retour.

**Dimanche 14 septembre.**

**Amélioration de la desserte électrique dans certains quartiers de Bunia**. Plusieurs quartiers de Bunia, en Ituri, longtemps affectés par des coupures fréquentes ou l'absence totale d'électricité, bénéficient depuis peu d'une nette amélioration de l'alimentation électrique. Cette avancée est le fruit d'importants travaux réalisés à la centrale hydroélectrique de Budana, explique le porte-parole de Greentech Energy, entreprise en charge de la modernisation. Le projet a notamment consisté à synchroniser deux turbines pour doubler la capacité de production à 7 mégawatts.



**Plus de 2 millions d'enfants de 0 à 59 mois vaccinés contre la polio au Nord-Kivu**, selon le rapport présenté par le coordonnateur du Programme élargi de vaccination dans la province. Cette campagne annuelle s'est déroulée en 2 phases: d'abord dans les zones de santé du nord de la province, puis dans celles du sud, la semaine suivante. Le coordonnateur du PEV, a salué la forte mobilisation des communautés, qu'il considère comme la clé du succès de cette initiative. Il a indiqué que plus de 116% d'enfants ciblés ont été vaccinés, un taux dépassant les attentes. Toutefois, certaines zones, comme Biena et Mangurejipa au nord, n'ont pas encore couvert tous les enfants, tandis que quelques zones du sud ont connu des démarrages retardés pour des raisons logistiques, mais les opérations de rattrapage se poursuivent.

**Incinération de centaines de filets de pêche prohibés à Tchomia pour lutter contre la pêche illégale.** Cette opération vise à décourager la pêche illégale qui menace gravement les ressources halieutiques du lac. Depuis plus d'un mois, l'unité de surveillance lacustre, accompagnée des services de sécurité, traque les pêcheurs utilisant des filets interdits, notamment de moustiquaires ou de filets à petites mailles, employés pour capturer des poissons de très petite taille appelés fretins. La pêche constituant la principale activité économique des communautés riveraines, cette lutte contre les pratiques illégales est essentielle pour la survie et la prospérité des populations locales.

**Des caciques de l'USN prêts à renverser Kamerhe.** La tension demeure palpable à l'Assemblée nationale où un grand nombre de députés sont déterminés à destituer Vital Kamerhe de son poste à la tête du Bureau de l'Assemblée. Il est essentiel de noter que la réunion interinstitutionnelle présidée par le président de la République le lundi 8 septembre n'a pas réussi à apaiser la crise entourant Vital Kamerhe, qui fait toujours face à la menace d'une éviction. D'après les dernières informations, la collecte de signatures pour une motion contre le bureau de la chambre basse se poursuit, atteignant 235 signatures durant le weekend dernier. Dans les couloirs de l'hémicycle du Palais du peuple, des murmures circulent concernant l'éviction de VK et de certains membres du bureau, tels que le rapporteur et son adjoint. Des figures éminentes de l'Union sacrée ne cessent d'exhorter leurs collègues à signer la pétition, affirmant qu'il s'agit d'une nécessité pour sauver l'Assemblée nationale d'une mauvaise gestion. Entre-temps, un groupe de députés soutenant le président de la Chambre basse a également été constitué. Qui de ces deux factions prendra le dessus ? La question est cruciale, et seules les heures à venir nous apporteront une réponse. D'après les échanges, la rentrée parlementaire du 15 septembre s'annonce particulièrement animée. Il se pourrait que Vital Kamerhe soit amené à s'exprimer sur cette motion qui plane au-dessus de lui. (AfricaNews)

**Reddition de plus de 1 400 miliciens de l'Ituri en 8 mois : l'espoir d'un retour de paix.** Depuis janvier 2025, plus de 1 400 membres de groupes armés ont volontairement déposé leurs armes, selon les chiffres du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS). Le responsable provincial intérimaire du P-DDRCS affirme que ces actes de reddition se produisent presque chaque jour, preuve que les opérations militaires et les campagnes de sensibilisation portent leurs fruits. Les armes récupérées proviennent de zones récemment sécurisées par les Fardc. Ce regain de stabilité redonne espoir aux habitants de l'Ituri, longtemps meurtris par les conflits armés. La population espère que la dynamique de reddition s'intensifiera, ouvrant la voie à une véritable stabilisation et à un retour au développement dans cette province longtemps marginalisée par l'insécurité.

**Lundi 15 septembre.**

**Ouverture de la session parlementaire de septembre sous le signe du budget et de la stabilité.** Selon le rapporteur Jacques Djoli, les priorités de cette session sont claires : Le vote du budget 2026 ; La situation sécuritaire dans l'Est du pays ; Le renforcement de l'unité nationale ; La défense de l'intégrité territoriale. Cette session s'annonce donc cruciale pour la gestion des finances publiques, mais aussi pour l'affirmation de l'autorité de l'État dans les zones en crise.

**Judith Suminwa dépose le projet de loi de Finances 2026, évalué à 20,3 milliards USD.** « Je suis venue accomplir le devoir constitutionnel qui oblige le Gouvernement à déposer, au plus tard le 15 septembre, le projet de loi de Finances de l'année suivante. Nous avons atteint un budget global de 59 020,5 milliards CDF, soit 20,3 milliards USD, avec une progression de 16 % par rapport à l'année précédente », a déclaré la cheffe du Gouvernement. Le budget 2026, présenté comme équilibré en recettes et en dépenses, met l'accent sur plusieurs priorités : la sécurité nationale et la défense, l'agriculture et la diversification économique, les infrastructures et l'énergie, l'éducation et la fonction publique. En parallèle, Judith Suminwa a déposé le projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2024. La loi de Finances rectificative 2024 avait été votée en équilibre à 44 410,1 milliards CDF. À la clôture de l'exercice, les recettes réalisées sont estimées à 35 513,9 milliards CDF, soit un taux de réalisation de 79,97 %. **Des pétitions déposées à l'Assemblée nationale contre Vital Kamerhe et plusieurs membres du bureau.** Les signataires dénoncent une mauvaise gestion de la Chambre basse, le blocage du contrôle parlementaire, un manque de transparence, ainsi que dix mois d'arriérés dans les frais de fonctionnement et la couverture médicale des élus. « La pétition contre l'honorable Vital Kamerhe a recueilli 262 signatures, soit bien au-delà de la majorité requise par le règlement intérieur ». Les députés demandent





l'application stricte de l'article 31 du règlement intérieur, qui prévoit que la plénière soit présidée par un membre non visé par la pétition. Ils espèrent sa convocation dans un délai de 72 heures. Réagissant à cette initiative, Vital Kamerhe a reconnu le droit légitime des députés à exercer leur pouvoir de contrôle, tout en appelant à la retenue. Dans son discours d'ouverture de la session parlementaire de septembre, il a invité les pétitionnaires à reconsidérer leur démarche au nom de la paix, de l'unité et de la cohésion nationale. Vital Kamerhe a également exprimé ses regrets à l'endroit des députés qui auraient pu se sentir heurtés par sa conduite ou ses propos. D'après les pétitionnaires, sur les sept membres du bureau de l'Assemblée nationale, seuls le premier vice-président Isaac Jean-Claude Tshilumbayi et le deuxième vice-président Christophe Mboso ne sont pas concernés par les pétitions.

**Lancement de la campagne de vulgarisation de la réforme de la fiscalité directe à Kinshasa.** Prévue pour entrer en vigueur le 1er janvier 2026, cette réforme, instituée par la loi n°23/053 du 30 novembre 2023, vise à simplifier le système fiscal congolais en remplaçant plusieurs impôts existants par deux impôts uniques : l'Impôt sur les Sociétés (IS) et l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP). À cette occasion, le ministre des Finances, Doudou Fwamba, a rappelé que l'objectif principal est de bâtir un système fiscal moderne, simplifié et équitable, capable de sécuriser le recouvrement, d'améliorer la trésorerie de l'État et d'élargir l'assiette fiscale. Il a précisé que cette réforme introduit : une déclaration unique et annuelle des revenus pour les personnes physiques, un barème progressif garantissant l'équité, des retenues à la source sur les salaires, dividendes et plus-values ainsi qu'un système d'acompte provisionnel pour sécuriser les recettes publiques. Cette réforme s'inscrit en synergie avec d'autres chantiers majeurs, notamment la révision du Code général des impôts et la généralisation de la facture normalisée.

**Rwanda-RDC: le cadre d'intégration économique régionale se précise.** Le 1er août dernier, la RDC et le Rwanda signaient, sous l'égide des États-Unis, un énoncé de principes pour un cadre d'intégration économique régionale, dispositif qui doit encadrer le partenariat économique entre Kinshasa et Kigali qui vient compléter l'accord de paix conclu entre les deux pays à Washington le 27 juin dernier. Alors que l'agence Reuters a évoqué un premier projet de texte dimanche 14 septembre, RFI a pu consulter le document long de 17 pages. Le projet de texte évoqué dimanche 14 septembre concerne trois grands secteurs : l'énergie, les infrastructures et les mines. En ce qui concerne l'énergie, deux projets dominent l'agenda : le bouclage du financement du barrage Ruzizi III, un projet stratégique pour toute la région, d'une part, une exploitation coopérative et durable du gaz méthane du lac Kivu pour produire de l'électricité de l'autre, dossier dans lequel le Burundi est également associé. Une autre priorité est le développement conjoint des infrastructures de transport pour les passagers et les marchandises. Cela inclut la construction d'entrepôts, de ports, de marchés, ainsi que la mobilisation d'investissements privés pour soutenir la croissance dans la région des Grands Lacs. Un axe stratégique retient en particulier l'attention : le corridor de Lobito, plus grand investissement américain dans le transport minier de la région, qui relie jusqu'à présent la RDC, la Zambie et l'Angola, et qui a déjà bénéficié d'environ 6 milliards de dollars d'investissements. Pour les Américains, l'enjeu est de créer de nouvelles voies d'évacuation pour les minerais en reliant deux grandes régions minières congolaises. Objectif ? Réduire les risques pour les investisseurs et rendre les investissements miniers plus sûrs et plus rentables. L'ambition est claire : il s'agit de bâtir ici un secteur industriel de classe mondiale, de la mine jusqu'aux utilisateurs finaux, par exemple en créant des zones économiques spéciales transfrontalières pour développer l'exploitation minière et les industries qui y sont liées, avec de meilleures infrastructures et de nouveaux emplois. **Couper définitivement le lien entre minerais, conflits et violences.** Dans le secteur minier, le projet veut aussi et surtout remettre un peu d'ordre. Ainsi, toute entreprise soupçonnée de financer des groupes armés ou d'alimenter les tensions sera exclue du nouveau cadre afin de couper définitivement le lien entre minerais, conflits et violences. Pour plus de transparence, les mécanismes régionaux actuels seront, eux, passés en revue, réformés ou remplacés, dans le but d'être crédibles, efficaces et conformes aux standards internationaux. Un processus auquel sera associé le secteur privé, indiquent les parties prenantes aux négociations. Alors que, sur le plan fiscal, Kinshasa et Kigali s'engagent à harmoniser leurs règles et leurs redevances pour mettre fin à la contrebande et éviter une concurrence fiscale dommageable, le texte prévoit aussi que les deux parties travaillent avec les États-Unis et d'autres partenaires pour sécuriser les investissements et rendre le secteur plus attractif. Un sommet annuel de haut niveau est enfin annoncé pour suivre les avancées, ajuster la trajectoire et, si nécessaire, associer d'autres partenaires comme les pays voisins. Selon l'accord du 27 juin, tout doit être opérationnel dans deux semaines. (RFI)

**Doha : le CICR reçoit officiellement le document du mécanisme de libération des détenus entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23.** La signature du mécanisme de libération des détenus entre le gouvernement de la RDC et l'Alliance du Fleuve Congo représente une étape importante vers le renforcement des opportunités d'instaurer une paix durable dans l'est du Congo, dit Doha. En vertu de ce mécanisme, le Comité international de la Croix-Rouge assume le rôle d'intermédiaire neutre afin de faciliter l'identification, la vérification et la libération sécurisée des détenus détenus par les deux parties. Cet accord constitue l'aboutissement de discussions organisées à Doha, où les délégations se sont réunies pour examiner la mise en œuvre de l'Accord des Principes de Doha signé en juillet dernier. Le Comité international de la Croix-Rouge a assisté, durant la période allant du 30 avril au 15 mai de l'année précédente, au



transfert de plus de 1 300 personnels désarmés des forces gouvernementales congolaises, accompagnés de leurs familles, de la ville de Goma vers la capitale, Kinshasa. (**Actualité.CD**)

